

### **Les retraités, avec les actifs, les jeunes et les chômeurs, dans les actions et manifestations unitaires du jeudi 27 mai.**

Les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires et UNSA appellent les salariés, les retraités, les jeunes et les privés d'emploi à une journée nationale de mobilisation, de grèves et de manifestations, le jeudi 27 mai 2010, dans un contexte économique et social caractérisé par une situation de l'emploi dégradée, des difficultés de pouvoir d'achat et une aggravation des conditions de travail pour de nombreux salariés, dans le public et dans le privé.

L'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraités Solidaires (UNIRS) appelle toutes les personnes retraitées à participer à ces actions, et particulièrement à toutes les manifestations qui se dérouleront dans les départements et les principales villes.

Les personnes retraitées ne peuvent tolérer de voir remises en cause tous les jours, par le patronat et par le gouvernement, les valeurs de solidarité et de progrès social partagées très majoritairement par la population française lors de la période de reconstruction aux lendemains de la Libération. Elles ne peuvent accepter que la France d'aujourd'hui, immensément plus riche que celle de 1945, soit rendue incapable de partager ses richesses au profit de toutes et tous.

Le plein emploi est une nécessité, par un partage différent du temps de travail qui donnerait du travail à celles et ceux qui n'en ont pas du tout et qui allègerait les charges et conditions de travail des autres. Il n'est pas acceptable d'envisager de reculer encore l'âge de départ en retraite des seniors pendant que leurs enfants et leurs petits-enfants sont sans emploi.

Un autre partage des richesses est indispensable et urgent. Il n'est pas tolérable de voir des couches de plus en plus nombreuses de la population sombrer dans la précarité au quotidien, dans l'angoisse du lendemain, pendant que le luxe et le gâchis s'affichent ostensiblement de la part d'une minorité qui s'attribue tous les privilèges. Il faut un autre partage des richesses dans les entreprises, par une augmentation générale des salaires modestes et moyens, par une réduction des dividendes versés aux actionnaires et une taxation majorée des bénéficiaires non réinvestis dans l'entreprise. Il faut une réforme de la fiscalité qui fasse moins appel à la TVA et taxe enfin les revenus financiers et les profits les plus importants. De telles réformes seraient de nature à réduire les inégalités et à donner les moyens financiers aux branches de la Sécurité sociale pour les retraites et pour l'assurance-maladie.

L'UNIRS constate que les mêmes politiques régressives sont renforcées dans tous les pays de l'Union européenne, toujours pour « rassurer les marchés financiers ». Il était un temps où la politique du pays ne se faisait pas « à la corbeille ». Désormais, ce sont les principaux détenteurs de capitaux qui décident, en fait, des orientations politiques et budgétaires des gouvernements qui leur ont donné progressivement toutes les clés pour investir et spéculer très librement sur l'ensemble de la planète, sans contrôles et sans contraintes, en mettant en concurrence brutale entre eux les travailleurs des cinq continents, et leurs droits sociaux, leurs droits collectifs et individuels, leur protection sociale.

Il est temps de cesser cette politique censitaire qui donne d'autant plus de pouvoirs aux personnes qu'elles détiennent de capital, pour aller vers une démocratie politique effective.

Ceci donne autant de raisons aux personnes âgées de manifester le 27 mai aux côtés de leurs enfants et de leurs petits-enfants pour construire ensemble une société plus juste et plus solidaire.